

# En Hongrie, les étudiants restent les bienvenus

Malgré une politique antimigrants dure, Budapest a doublé le nombre de bourses pour les élèves étrangers

SZEGED (HONGRIE) - *envoyé spécial*

La scène ne correspond en rien aux clichés habituels concernant ce pays d'Europe centrale ayant si mauvaise presse. Ce mardi 25 septembre, dans le beau bâtiment Belle Epoque de l'université de Szeged, au sud de la Hongrie, Patrick Mardellat, professeur d'économie à Sciences Po Lille, commence par faire lire à ses élèves l'entretien, paru dans *Le Monde* daté du 23-24 septembre, d'un philosophe néerlandais qualifiant la Hongrie d'« autocratie électorale ». L'enseignant français a face à lui un seul étudiant hongrois, ainsi que deux jeunes filles et trois garçons originaires de Turquie et du Maroc, bénéficiaires d'une généreuse bourse émise par le gouvernement du souverainiste Viktor Orban – celui-là même qui se présente comme le défenseur de la chrétienté contre les migrations!

C'est un paradoxe : malgré ce discours hostile, Budapest prend en charge depuis 2013 les études d'étrangers sur son territoire et multiplie les échanges bilatéraux. Cette année, le nombre de bourses accordées à des Asiatiques, des Sud-Américains ou des Maghrébins a doublé, passant de 2 500 à 5 000 bénéficiaires, dans le cadre d'une stratégie visant à remplir les amphithéâtres. En Hongrie, la démographie est moribonde, l'émigration des jeunes, massive.

## Szeged, ville francophile

Alors que la France est en perte d'attractivité – les Hongrois venant étudier dans l'Hexagone sont en recul de 10 % depuis 2011 –, le nombre de Français inscrits en Erasmus en Hongrie explose. Ils seront 750 à venir découvrir Győr, ou Pécs cette année, ce qui représente une hausse de 66 % par rapport à 2012. Développement des programmes en anglais, hausse de la qualité des enseignements, vie universitaire palpitante (et restant bon marché), sécurité... La

destination voit sa cote grimper.

A l'origine de cette réalité méconnue, on retrouve notamment le ministre de la justice, Laszlo Trocsanyi. Ancien ambassadeur à Paris et à Bruxelles, cet enseignant de formation se trouve être un militant de la francophonie. Il s'est battu pour créer, dans la troisième ville hongroise (Szeged compte 170 000 habitants), le Centre universitaire francophone (CUF). Un campus entièrement destiné à des enseignements en français, ouvert au monde entier. Et qui s'inscrit dans une lignée prestigieuse : créée en 1872, l'université de Szeged, la SZTE, s'inscrit dans l'héritage de l'université François-Joseph (1872-1940) et de l'Académie de Kolozsvár, fondée, elle, dès 1581 (et déplacée à Szeged en 1921).

Les atteintes aux libertés académiques sont pourtant l'une des mesures ayant conduit les eurodéputés à voter, le 12 septembre, pour le déclenchement de l'article 7 du traité sur l'Union européenne à l'encontre de la Hongrie. Patrick Mardellat, lui, souligne « la liberté totale de parole » dont il jouit. Le partenariat conclu entre Scien-

ces Po Lille et la faculté de Szeged se porte à merveille, et les élèves sont nombreux à en profiter.

Leurs motivations sont très diverses. Elodie Schutz, originaire d'Alençon, trouvait « intéressant d'aller passer un semestre dans une contrée controversée, au moment d'une crise de l'Union européenne », afin de compléter une expérience plus classique d'Erasmus en Allemagne. « Je suis en spécialité études européennes, précise-t-elle. A Szeged, l'accent est mis sur la politique migratoire de l'UE, son action extérieure et sur les civilisations d'Europe centrale et orientale. Nous sommes tout près des frontières Schengen et cela nous permet d'envisager la construction européenne depuis les nations ayant rejoint l'Union à partir

de 2004. » C'est aussi la motivation de Yassine Alilou, 23 ans : « Je viens de Fès, au Maroc, et j'avais déjà

passé une année de licence à Marseille. Comme je souhaite intégrer la diplomatie marocaine, j'espère qu'évoluer quatre semestres ici me permettra de me distinguer. »

Il y a cinq ans, la Hongrie a conclu un partenariat avec la faculté Senghor d'Alexandrie, en Egypte, un établissement pensé par l'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali pour former l'élite africaine de demain. « Le nombre de candidats double chaque année, parce que cet accord permet d'obtenir un double diplôme, l'un européen, l'autre africain », se réjouit Peter Kruzsliz, le directeur administratif du CUF. Cette structure, mise en place

en 2013, bénéficie d'une dotation de 135 000 euros par an, émise par le ministère hongrois de l'éducation, d'un poste de volontaire international, proposé par le Quai d'Orsay, et d'une juriste assistante, financée en partie par Wallonie-Bruxelles International, administration publique de la région wallonne, en Belgique. « Nous proposons un master en développement Europe-Afrique, dans lequel nous expliquons notamment aux Africains les politiques européennes en rapport avec leur continent, détaille Peter Kruzsliz. Désormais, nous souhaitons convaincre les Hongrois d'intégrer le programme et de s'intéresser à l'autre rive de la Méditerranée. »

Prochainement, le garde des sceaux hongrois en personne viendra donner un cours de droit à Nina Pooda, 29 ans, originaire du Burkina Faso, et à Moussa N'Diaye, un Guinéen du même âge. « Pour nous, il s'agit d'une opportunité de connaître l'UE de l'intérieur », estime ce dernier. « Lorsqu'on veut vouer sa carrière au développement, il est indispensable de se confronter à l'altérité, afin de pouvoir s'adapter à toutes les situations possibles », renchérit Nina Pooda.

## Une expérience enrichissante

Les Africains ne s'en cachent pas : pour nombre d'entre eux, aller bûcher « chez M. Orban », un diri-

geant portant un discours négatif sur la migration Sud-Nord, est un défi. Ils parlent d'une expérience enrichissante pour eux et se disent agréablement surpris par la relative bienveillance de la population à leur égard. « Szeged est historiquement multiconfessionnelle, rappelle Peter Kruzsliz. Hongrois, roumain, allemand : il y a quatre générations, tous les habitants parlaient plusieurs langues. Avant l'adoption des lois dites de *numerus clausus*, à peu près la moitié des inscrits en droit étaient juifs dans toutes les promotions. » L'ouverture internationale est également liée à l'histoire. « L'académie a été fondée en 1921, après la perte de la ville de Cluj, devenue roumaine à la suite du traité de Trianon. Depuis, nous entretenons également des liens très forts avec la Roumanie », fait valoir M. Kruzsliz.

Sur les 25 000 étudiants de la ville, près de 1 300 nouveaux inscrits sont originaires de l'étranger. Parmi eux, des Allemands, des Iraniens ou encore des Chinois. Tous étudient en anglais ou dans la langue de Goethe. Et c'est là sans doute la grosse ombre au tableau... Peter Kruzsliz et Patrick Mardellat tentent donc d'attirer des voisins n'ayant pas encore rejoint l'Union européenne et susceptibles de considérer « Szeged-la-francophile » comme une porte d'entrée plus accessible que Londres ou Paris. Macédoine, Moldavie, Géorgie : les impétrants venus de ces contrées font preuve d'une appétence prometteuse. ■

BLAISE GAUQUELIN

**« Lorsqu'on veut vouer sa carrière au développement, il est indispensable de se confronter à l'altérité »**

**NINA POODA**  
étudiante burkinabée

## L'Université d'Europe centrale résiste encore

**C'EST CE QU'ON APPELLE UNE TÊTE BIEN FAITE.** Après avoir étudié en France, à Londres et à Hongkong, le Parisien Stanislas Richard, 25 ans, termine sa thèse sur le « *concept de l'exploitation dans la philosophie libérale* » à l'Université d'Europe centrale (CEU). S'il a choisi Budapest pour achever ses études, c'est parce que la CEU offre une bourse très avantageuse, susceptible d'attirer les meilleurs doctorants travaillant en anglais. Le jeune thésard français estime qu'en tentant, en 2017, de fermer cet établissement, fondé en 1991 par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, accusé de véhiculer un agenda libéral en accaparant les fonds européens et d'être un bastion de l'opposition, le premier ministre Viktor Orban n'a pas nui à la réputation de son campus. « *Bien au contraire, c'était sans doute la meilleure opération de communication qu'on ait pu espérer, ironise-t-il. Cela a considérablement augmenté notre visibilité dans le milieu universitaire anglophone.* »

Pour le gouvernement hongrois, le bilan des opérations anti-Soros ressemble à un fiasco. Non seulement la CEU, régulièrement classée en tête des meilleures facultés du pays, n'a toujours pas déménagé, mais elle jouit aujourd'hui d'une renommée de résistante face à un pouvoir aux tentations autoritaires. Tout a commencé fin mars 2017. L'exécutif présente alors un projet de loi privant de licence les universités étrangères n'ayant pas de campus dans leur pays d'origine. La manœuvre cible uniquement la CEU, qui a formé depuis sa création plus de 16 000 étudiants – Viktor Orban avait lui-même obtenu en 1989 une bourse de la Fondation Soros pour étudier la science politique – et mène actuellement 24 programmes de coopération avec des facultés hexagonales, parmi lesquelles la Sorbonne.

### Une « atteinte aux libertés académiques »

Malgré la mobilisation de 600 campus dans le monde

et d'une vingtaine de Prix Nobel, Budapest va jusqu'au bout. Le texte est adopté par le Parlement hongrois, puis validé par le président de la République. Qu'à cela ne tienne, la CEU, soutenue par l'exécutif américain et la Commission européenne, ouvre alors un site à Annandale-on-Hudson, dans l'État de New York. En août, les autorités américaines informent le gouvernement des activités éducatives désormais conduites par la CEU sur leur territoire. « *Depuis, nous attendons la signature de notre agrément par l'exécutif* », soupire la vice-rectrice, Eva Fodor. La CEU, ajoute-t-elle, « *a fait exactement ce qu'il fallait pour être en conformité avec la nouvelle législation avant la date limite, fixée à la fin de l'année. Si le 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous n'avons toujours pas reçu notre habilitation, alors nous ne pourrions pas organiser le recrutement des nouveaux étudiants pour la rentrée.* »

Face à l'incertitude, la direction a signé un accord avec la ville de Vienne, pour ouvrir une antenne en Autriche. Viktor Orban semble à présent chercher le moyen de ne pas perdre la face. Pointée du doigt par l'ONU, la Hongrie a été « *mise en demeure* » par l'Union européenne, pour qui la nouvelle loi restreint « *de manière disproportionnée* » la CEU dans ses activités et « *porte atteinte aux libertés académiques garanties par la charte des droits fondamentaux* ». Désormais, la balle est dans le camp de Budapest. Alors que le Parlement européen a voté, le 12 septembre, en faveur du lancement de l'article 7 du traité sur l'Union européenne, pouvant à terme permettre de sanctionner le pays pour ses atteintes aux libertés, un entêtement du premier ministre serait le signe d'une dérive inquiétante. Selon Michael Ignatieff, l'ancien chef du Parti libéral canadien, nommé recteur de la CEU en 2016, ce serait en effet la première fois depuis 1945 qu'un État européen assume de détruire une université. ■

BL. G. (À BUDAPEST)